

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DE MOISSIEU-SUR-DOLON Séance du 13 novembre 2025

Conseillers en exercice : 12
Présents : 09
Votants : 10
Pouvoirs : 1

L'an deux mil vingt-cinq, le 13 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de MOISSIEU SUR DOLON dûment convoqué s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Gilbert MANIN, Maire.

Le Conseil Municipal a été convoqué le 06 novembre 2025

Etaient présents : 09 conseillers

Gilbert MANIN – Louise PRAT – Luc GERLAND – Joëlle GAY – Raymonde GENEVE – Guillaume PIOLAT – Christine DAVEAU – Bruno POIZAT – Morgan SALOMON

Excusée avec pouvoir : 01 conseillère

Sylvie ROSTAING donne pouvoir à Bruno POIZAT

Absent : 02 conseillers

Mickaël ESTATOFF – David TIBLE

Madame Christine DAVEAU a été désignée comme Secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- **Approbation PLUi – Prendre délibération**
- **Renouvellement convention Bus France Service – prendre délibération**
- **Cession au profit de CELLAND d'une partie de la parcelle ZI 90 – prendre délibération**
- **Projet d'installation d'un magasin de dépannage alimentaire – prendre délibération**

Questions Diverses

Compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 26 septembre 2025 – approbation

Monsieur le maire fait lecture du compte-rendu et invite les membres du Conseil Municipal à l'approuver.

Adopté à l'unanimité

2025-28 - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal d'Entre Bièvre et Rhône – Avis de la commune de Moissieu-Sur-Dolon

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la Communauté de Communes EBER a prescrit l'élaboration d'un PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) par délibération en date du 24 octobre 2022.

Le PLUi permet de poser les grandes orientations stratégiques de la Communauté de communes en matière de développement économique, d'habitat, de mobilité, et expose son ambition pour limiter l'artificialisation des sols et pour préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers du territoire de l'EPCI.

Il est rappelé les objectifs de l'élaboration du PLUi, inscrits dans la délibération du Conseil communautaire en date du 24 octobre 2022, à savoir :

- Planifier le développement du territoire en protégeant les ressources naturelles et la biodiversité, en particulier la ressource en eau et les milieux favorables au fonctionnement écologique (zones humides, corridors écologiques, zones de captages, ripisylves, forêts, haies bocagères,...),
- Définir un projet d'aménagement garantissant le respect de l'armature urbaine, économique, paysagère et environnementale du territoire,
- Organiser l'aménagement du territoire en protégeant le foncier nécessaire à l'activité agricole et à son développement,
- Préserver et valoriser les paysages agro-naturels et urbains, vecteurs d'un cadre de vie de qualité,
- Protéger le patrimoine bâti et végétal pour mettre en valeur l'identité du territoire,
- Organiser et maîtriser le développement démographique, résidentiel et économique, tant sur le plan quantitatif que qualitatif,
- Poursuivre le renouvellement et la densification des espaces bâtis en veillant au respect des qualités du cadre de vie et à la bonne prise en compte des enjeux relatifs au changement climatique (végétalisation, îlots de fraîcheur,...),
- Tendre vers davantage de sobriété foncière dans les aménagements en inscrivant le développement du territoire en cohérence avec les orientations supra-communautaires en termes de consommation foncière et d'artificialisation des sols,
- Favoriser la sobriété énergétique en repensant les modes d'urbanisation, de construction et de déplacement,
- Permettre le développement des énergies renouvelables sur le territoire,
- Renforcer la multifonctionnalité des centralités urbaines en favorisant le développement et l'accessibilité des commerces, services, équipements et espaces publics,
- Affirmer le rôle structurant de l'agglomération roussillonnaise
- Définir un projet de développement de l'habitat axé sur la diversification de l'offre en logements pour répondre aux enjeux de parcours résidentiels des jeunes ménages et de vieillissement de la population,
- Améliorer la qualité du parc de logements et de bâtiments existant en luttant contre la vacance et en favorisant la rénovation énergétique,
- Prendre en compte les risques naturels, technologiques et miniers ainsi que les pollutions et les nuisances dans le développement du territoire

- Faciliter la capacité d'implantation, de développement et d'évolution des entreprises,
- Inscrire le développement et l'aménagement du territoire dans un cadre élargi, en cohérence et en interaction avec les territoires voisins.

Par délibération du Conseil communautaire du 15 juillet 2024, un débat a eu lieu au sein du Conseil communautaire sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Par ailleurs, le PADD a également fait l'objet d'un débat en Conseil municipal en date du 14 mai 2024.

Il est rappelé les orientations générales du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durables) :

Axe 1 -Offrir un cadre de vie agréable et résilient face au changement climatique

Orientation 1 -Préserver le socle naturel, agricole et paysager qualitatif du territoire

- 1.1 Mettre en valeur les espaces agricoles et améliorer la relation ville -campagne
- 1.2 Protéger et restaurer la biodiversité présente sur le territoire
- 1.3 Préserver et mettre en valeur les identités paysagères du territoire
- 1.4 Préserver et mettre en valeur les patrimoines historiques, architecturaux et paysagers

Orientation 2 -Adapter le territoire au changement climatique

- 2.1 Privilégier et faciliter un urbanisme bioclimatique et sobre en consommation foncière
- 2.2 Préserver la ressource en eau face au dérèglement climatique
- 2.3 Conditionner le développement au niveau et à l'intensification attendue des risques naturels
- 2.4 S'engager pour la sobriété énergétique et la production d'énergies renouvelables

Axe 2 -Favoriser le développement d'un territoire au cœur des dynamiques régionales

Orientation 1 –Privilégier un développement économique durable, diversifié et structuré

- 1.1 Favoriser la création d'emplois locaux et l'accueil des entreprises
- 1.2 Engager un développement qualitatif et structuré des zones d'activités
- 1.3 Favoriser le développement des activités agricoles et sylvicoles et anticiper les mutations en cours
- 1.4 Développer les activités touristiques

Orientation 2 -Proposer une offre en habitat qualitative et diversifiée aux habitants

- 2.1 Assurer une attractivité du territoire par une croissance démographique adaptée et cohérente
- 2.2 Diversifier l'offre en logement pour répondre aux besoins de tous les ménages
- 2.3 Encadrer le développement de l'habitat pour proposer une offre qualitative

Orientation 3 -Organiser le territoire pour accompagner son développement

- 3.1 Renforcer les centralités urbaines et villageoises
- 3.2 Agir pour des mobilités plus durables

Les objectifs poursuivis dans le PADD ont été traduits dans plusieurs documents :

- Le règlement graphique et écrit qui partage le territoire en différentes zones ayant un règlement particulier. Un zonage et un règlement spécifiques aux risques sont également présents dans le PLUi.
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :
 - o Les OAP « sectorielles » qui déterminent les principes d'aménagement dans certains secteurs,
 - o Les OAP « thématiques » qui permettent d'avoir une approche plus globale sur le territoire sur un enjeu spécifique. 5 OAP thématiques ont été élaborées dans le PLUi :
 - Qualité des Zones d'activités économiques
 - Adaptation au changement climatique
 - Paysage
 - Patrimoine
 - Trame Verte et Bleue

L'arrêt du PLUi par le Conseil communautaire marque le début d'une phase de consultation pour avis des Personnes Publiques Associées et des communes membres. Cette phase de consultations administrative précède l'organisation d'une enquête publique, étape importante où le public pourra consulter l'ensemble des pièces composant le dossier et formuler des observations sur ledit projet.

La présente délibération a pour objet de rendre un avis sur le projet du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes EBER. Il est rappelé qu'en vertu de l'article L153-15 du code de l'urbanisme, lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau.

Il est également rappelé qu'au titre de l'article R153-5 du code de l'urbanisme, l'avis sur le projet de PLUi arrêté, prévu à l'article L153-15, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Cet avis sera joint au dossier du PLUi arrêté tel qu'il a été transmis à la commune, en vue de l'enquête publique portant sur le projet de PLUi avec l'ensemble des avis recueillis au titre des consultations prévues en application des articles L153-16 et L. 153-17 du code de l'urbanisme, ainsi que le bilan de la concertation arrêté lors du conseil communautaire du 29 septembre 2025.

Il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le projet de PLUi arrêté.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme ;
- Vu la délibération du 24 octobre 2022 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), précisant les modalités de concertation, les objectifs poursuivis et définissant les modalités de collaboration avec les communes membres ;
- Vu la délibération du 15 juillet 2024 relative au débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la Communauté de Communes Entre Bièvre et Rhône ;
- Vu le débat du PADD qui s'est déroulé au sein du Conseil municipal en date du 14 mai 2024 ;
- Vu les différentes pièces composant le projet de PLUi,
- Vu les Orientations d'Aménagement et de Programmation et les dispositions du règlement qui concernent directement la commune de Moissieu-Sur-Dolon ;
- Considérant que les communes membres doivent transmettre leur avis dans un délai de trois mois après transmission du projet arrêté du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;
- Considérant que cet avis porte sur la partie réglementaire du PLUi, soit les dispositions du règlement (écrit et graphique) et les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui concerne la commune directement ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

- **EMET** un avis favorable au projet de PLUi, sur les dispositions du règlement et sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation qui concerne la commune directement ;
- **S'ENGAGE** à exécuter les mesures de publicité suivantes :
 - o La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète de l'Isère
 - o La présente délibération sera transmise à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Entre Bièvre et Rhône
 - o La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois à la mairie et le cas échéant d'une publication au recueil des actes administratifs de la mairie.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **CHARGE** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

2025-29 – Renouvellement de la convention pluriannuelle avec la MSA pour le bus itinérant France service

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu les compétences de la Communauté de Communes Entre Bièvre et Rhône,
Vu la délibération du 28 mars 2022 par laquelle le Conseil Communautaire a approuvé le déploiement des bus France Service avec la MSA,
Vu la délibération du 15 juillet 2025 par laquelle le Conseil Communautaire approuve le renouvellement de la convention pluriannuelle avec la MSA pour le bus itinérant France Service,

Considérant que le dispositif bus itinérant France Service propose un accompagnement numérique et administratif de qualité visant à faciliter le quotidien des habitants par un maillage du territoire au plus près des habitants,

Considérant que les bus France Service MSA peuvent intervenir sur n'importe quelle commune, urbaine ou rurale sur le territoire d'EBER CC,

Considérant que les permanences couvrent le territoire comme suit :

- Mercredi journée à Beaurepaire,
- Jeudi
 - Matin à Agnin,
 - Après-midi en alternance à Assieu les semaines impaires et Chanas les semaines paires,
- Vendredi des semaines impaires
 - Matin aux Roches de Condrieu
 - Après-midi à St Maurice l'Exil,

Considérant que la commune d'Auberives-sur-Varèze souhaite accueillir une permanence supplémentaire ce qui pourrait répondre au besoin sur le nord du territoire. La permanence serait accueillie le mardi matin,

Considérant que la convention initiale arrive à échéance,

Considérant le souhait de renouveler la convention pour 4 ans, soit de 2026 à 2029 avec une clause de revoyure à 2 ans soit en 2027,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** le renouvellement de la convention bus France Service MSA pour une durée de 4 années 2026-2029 avec une clause de revoyure en 2027,
- **APPROUVE** la prise en charge financière de 1 200,00 € sur 4 ans, soit une contribution de 300 € par année de fonctionnement,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention entre la CC EBER et la commune,
- **CHARGE** Monsieur le Maire à accomplir toute formalité et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

2025-30 - Cession au profit de CELLAND d'une partie de la parcelle ZI 90

La société CELLAND (filiale du groupe CELLNEX) a sollicité la commune pour signer une cession temporaire d'usufruit concernant le foncier sur lequel est implantée une infrastructure de télécommunication dépendant de la parcelle cadastrée section ZI numéro 90.

La société CELLAND propose d'acquérir en usufruit temporaire une surface d'environ 64 m² dans les conditions suivantes :

- En cession temporaire d'usufruit pour une période de 30 ans,
- Partie de la parcelle cadastrée section ZI numéro 90 d'une superficie de 64 m²,
- Mise en place de servitude de passage et de tréfonds selon plan à transmettre par le géomètre-expert,
- Prix net vendeur : 41 700 €,
- Prise en charge par CELLAND de la totalité des frais de transaction (notaire, géomètre, frais et taxes relatifs à la cession)

- Désignation de Maître RIVAL Célia, notaire à Beaurepaire (38270) – 98, avenue de la Valloire avec la participation de V2N NOTAIRES, située à PARIS (75116) - 91, avenue Kléber, assistant l'acquéreur,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la cession temporaire d'usufruit, pour une période de 30 ans, d'une partie de la parcelle ZI 90 à hauteur de 64 m² au prix de 41 700 €,
- **CHARGE** Maître RIVAL Célia, notaire à Beaurepaire (38270) – 98 avenue de la Valloire d'établir l'acte notarié,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération foncière et notamment l'acte authentique.

Adopté à l'unanimité

2025-31 - Avis sur projet d'installation d'une supérette API au centre village de la commune

Monsieur le Maire informe le conseil municipal avoir été sollicité par la société API DISTRIBUTION SAS dans le cadre de l'installation d'une supérette sur le territoire de la commune.

Le projet consiste dans la mise en place d'une supérette autonome, ouverte sept jours sur sept et disposant des produits de consommation les plus courants, produits alimentaires frais, surgelés, ambients, hygiène et droguerie.

La société API, par son concept innovant de distribution alimentaire, apporte un nouveau type de service dans les communes qui en sont, pour l'instant, dépourvues. Elle se spécialise dans les services au monde rural.

Monsieur le Maire précise que la supérette serait implantée sur une parcelle communale au centre du Village d'une superficie d'environ 120 m².

Pour permettre le fonctionnement de la structure, la commune devra également assurer sa desserte en électricité, téléphone, internet, eau et assainissement.

L'avis du conseil municipal est sollicité sur le projet d'installation d'une supérette API sur la commune de Moissieu-Sur-Dolon

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **EMET UN AVIS FAVORABLE** au projet d'installation d'une supérette par la société API DISTRIBUTION SAS, sur une parcelle communale au centre du village,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.